



ALERTE SOCIALE

Des syndicats CGT de l'énergie du Bassin de Meurthe et Moselle sud

Les syndicats CGT de l'énergie de Meurthe-et-Moselle Sud regroupant les agents actifs, inactifs et pensionnés des Industries électriques et gazières, mais aussi les salariés prestataires des groupes EDF et ENGIE, vous sollicitent pour exprimer leurs revendications.

Notre intervention de ce jour mercredi 02 novembre 2022 se fait dans le cadre de l'action nationale fédérale, avec durant cette journée un appel à la grève.

Notre action s'inscrit par ailleurs dans le cadre de l'action interprofessionnelle du 02 novembre 2022, à l'initiative de la CGT, concernant la revalorisation des salaires et pensions, la défense des services publics, et plus particulièrement contre la hausse démesurée des factures d'énergie.

Durant cette période, nos syndicats CGT de l'énergie appellent notamment les salariés de l'énergie, statutaires, actifs et inactifs, mais aussi les salariés prestataires à agir sur les revendications suivantes :

- La mise en place d'un service public de l'énergie,
- Sur l'emploi, menacé par les différentes réorganisations des groupes EDF et ENGIE, mais aussi sur leurs filiales et entreprises prestataires,
- Sur la hausse des salaires des salariés de l'énergie calculée sur l'inflation, qu'ils soient agents statutaires ou salariés rattachés à une convention collective,
- Le maintien et l'amélioration de la protection sociale des électriciens et gaziers.

L'énergie n'est pas une marchandise comme les autres, l'électricité et le gaz doivent être définis comme biens communs au service de l'intérêt général.

Le socle du modèle historique créé en 1946 est de plus en plus percuté par les politiques néolibérales au point où progressivement, pour l'électricité comme pour le gaz, nous basculons dans un système livré sans limite aux intérêts privés et financiers au détriment des services publics, des citoyens et des enjeux climatiques.

Ce système ne peut que créer l'appauvrissement de la population, notamment par l'augmentation des factures, l'enrichissement d'une minorité et menace, à terme, de rupture sur l'alimentation énergétiques du pays.

Seul le service public, activité exercée directement par l'autorité publique (état, collectivité territoriale ou locale) ou sous son contrôle, dans le but de satisfaire un besoin d'intérêt général est la solution.

Le fondement de la notion de service public est que certaines activités considérées comme essentielles et stratégiques doivent être gérées selon des critères spécifiques pour permettre l'accès à tous et contribuer à la solidarité et à la cohésion sociale, culturelle et économique de la société.

Ces activités doivent donc échapper à la logique du marché et à la recherche du profit.

Le service public est l'outil qui fait prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

L'intérêt général est d'abord la recherche collective de la satisfaction des besoins de chacun, la promotion des biens communs, le développement humain durable et la recherche du progrès social, pour lequel les moyens en recherche et développements doivent être accrus.

Il est garant de la cohésion sociale, de l'amélioration des conditions de vie et d'intégration des populations. La finalité, le financement, l'évaluation et le contrôle des services et politiques publics sont des enjeux majeurs en matière de démocratie, il ne peut y avoir de république sans service public.

La qualité et l'impartialité du service public sont les conditions de l'égalité et de la démocratie.

Cela implique :

Un système solidaire basé sur le principe : « chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ».

Les syndicats CGT de la FNME porte le programme progressiste élec et gaz depuis plusieurs années et cette revendication n'a jamais été d'autant d'actualité.

L'énergie occupe l'ensemble des médias. C'est bien le sujet du moment

Les différentes politiques successives ont conduit à une réduction drastique des effectifs dans nos entreprises qui ont bien besoin d'embaucher aujourd'hui pour répondre aux enjeux de Services publics de l'énergie.

Parallèlement, l'impact des factures de gaz et d'électricité est prégnante pour l'ensemble des ménages.

Le marasme dans lequel nous sommes plongés n'est pas une fatalité, mais bien une accumulation des fautes politique qui ont massacré le Service Public pour le remplacer par le marché.

Aujourd'hui, ce qui fait exploser la facture : c'est le marché !

Si aujourd'hui nous sommes au pied du mur en terme d'équilibre production par rapport consommation, on ne peut accepter que ce soit la double sanction coupures par rapport factures pour les usagers.

La flambée des prix de l'énergie prouve que le système de la « concurrence libre et non faussée » sacrifie nos besoins essentiels (se chauffer, s'éclairer, se soigner, s'instruire, travailler, se déplacer).

D'autres choix sont possibles comme la sortie du marché, le retour aux tarifs réglementés pour tous, de la mise en place d'un tarif social ou la gratuité pour les premiers volumes consommés, la gratuité de la mise en service, la gratuité des compteurs LINKY et GASPAREL (financement par les usagers de 15 € par an pendant 10 ans), la baisse de la TVA de 20 % à 5,5%.

D'ores et déjà les syndicats CGT de l'énergie du bassin de Meurthe et Moselle sud participeront à toutes initiatives locales de la CGT et de son association de consommateurs INDECOSA CGT afin de combattre la précarité énergétique.

Les défis sociaux et environnementaux actuels ne pourront être relevés qu'avec les citoyens. Mais pour cela la facture d'énergie doit refléter les coûts réels. La bataille n'est pas sur le toujours moins chère mais plutôt pour un juste prix.

Dernier point. Dans cette bataille que les énergéticiens même depuis plusieurs années, les employeurs se trompent. Au lieu d'accompagner leurs salariés qui sont les seuls garants du service public, ils préfèrent stopper le mouvement en incriminant injustement des salariés qui défendent leurs conditions de travail, leurs salaires, leurs emplois et le service public. Ils préfèrent casser le mouvement social alors qu'au travers de ce mouvement, il y a une solution d'intérêt général.

Nous ne les laisserons pas faire, nous continuerons la mobilisation, dénoncerons et combattons ces procédés !

Je vous remercie de votre attention.